



**Pour défendre nos droits et nos revendications
Dans les entreprises, les services publics comme dans la rue
A Air France, Goodyear comme partout ailleurs**

**Non à la répression du mouvement
syndical et social**

Non à l'état d'urgence

Le gouvernement mène une politique cassant l'ensemble des acquis sociaux : le code du travail est attaqué, les licenciements sont facilités, les chômeurs et précaires sont stigmatisés. Le gouvernement fait des cadeaux par milliards aux grands patrons, aux banquiers et aux actionnaires et pour nous c'est l'austérité sans fin, la casse des services publics et de la protection sociale.

Et dans le même temps il entend faire taire toute

contestation sociale par la répression, en envoyant des syndicalistes et des salariés en prison ! C'est ainsi que les cas de syndicalistes ou de salariés qui subissent les foudres de la police et de la justice se multiplient - d'Air France à Goodyear, en passant par ErDF, Ford Blanquefort, l'inspection du travail, etc. ; souvent juste parce qu'ils voulaient simplement sauver leur emploi et donc ne pas sombrer dans le chômage et la misère !

Abandon immédiat de toutes les poursuites judiciaires envers l'ensemble des militants et militantes du mouvement syndical et social.

Nous ne nous tairons pas et nous continuerons à mobiliser dans les entreprises et les services publics, comme dans la rue, par la grève et les manifestations, ou tout autre moyen que nous jugerons nécessaire ! Nous avons toute légitimité à défendre nos droits et acquis sociaux face à la rapacité du patronat et aux ultra-riches qui se gavent pendant que nous crevons au boulot ou au chômage.

Avec la constitutionnalisation de l'état d'urgence, comme avec la déchéance de la nationalité, Hollande et Valls veulent nous faire croire qu'ils se préoccupent de notre sécurité. C'est de l'enfumage !

L'état d'urgence ne nous protégera jamais contre des candidats à la barbarie terroriste, mais par contre ce sera un outil supplémentaire pour tenter de faire taire

**Toutes et tous
ensemble
décrétons l'état
d'urgence social**

toute contestation sociale, en interdisant, par exemple, comme ça s'est déjà fait, des manifestations. Et demain pourquoi pas des grèves, en arrêtant sans contrôle judiciaire les militants ou toute personne qui aura participé de près ou de loin à un mouvement social.

Nous n'avons rien à gagner avec l'état d'urgence, sa prolongation et sa constitutionnalisation.

Abandon immédiat de la proposition d'inscrire dans la Constitution la « déchéance de nationalité » et l'état d'urgence

**Manifestation samedi 30 janvier
à 14h00 place Maginot**